

La Suisse, un îlot de stabilité qui résiste

COMPÉTITIVITÉ Avec la chute de Credit Suisse et la pression sur la pharma, le pays semble perdre de son lustre. Mais ce n'est pas parce que certains pans de l'économie se débattent que la croix blanche n'est plus désirable. L'Helvétie garde quelques atouts sous le coude

STÉPHANE GACHET

«La Suisse perd-elle sa place dans le monde?» Telle est la question, selon le *Financial Times* (FT), qui a sonné le déclin de la Suisse dans un long article fin décembre. La question n'est pas nouvelle, mais le grand brassage du commerce mondial et le Forum de Davos qui se rapproche sont évidemment de bonnes raisons de chercher des réponses – une thématique à retrouver sur scène lors du Forum Horizon du *Temps*, à Lausanne le 29 janvier. Il faudra savoir apprécier la nuance, car si certains pans de l'économie domestique donnent de réels signes de perte d'attractivité, d'autres voix disent combien la petite Helvétie reste séduisante comme un sou neuf. Le président non exécutif d'AstraZeneca, Michel Demaré, par exemple, déclarait début janvier dans *Le Temps*: «La Suisse est une île de stabilité dans un chaos mondial.»

Même s'il concède quelques points positifs, le FT ne l'entend pas tout à fait de cette oreille. Surtout lorsque le président du conseil d'administration d'UBS s'exprime: «Colm Kelleher a déclaré le mois dernier que la Suisse était en train de perdre son lustre et avait atteint un croisement avec des défis majeurs.» Concernant l'industrie bancaire, il est difficile de le contredire. La chute de Credit Suisse a clairement entaillé l'image de stabilité et de sécurité qui accompagne traditionnellement le secteur.

Renforcement des capitaux et de la concurrence

D'autant que le sauvetage orchestré avec UBS n'a pas tout résolu. La crainte d'une délocalisation de la dernière grande banque zurichoise a secoué le pays l'automne dernier. Et les débats politiques en cours sur l'augmentation obligatoire des fonds propres d'UBS maintiennent la pression dans un contexte sensible. La place financière suisse dans son ensemble, longtemps leader mondial incontesté de la gestion de fortune transfrontalière, fait face à une concurrence de plus en plus féroce, de l'Asie ou de Dubaï. Au point qu'elle pourrait bientôt perdre son rang de numéro un. Pourtant, dans le même temps, les actifs gérés en Suisse n'ont jamais été aussi élevés et les capitaux internationaux continuent à affluer vers Genève, Zurich ou Lugano.

La Suisse aurait d'ailleurs du mal à se passer des investisseurs étrangers, qui tiennent toujours un rôle clé dans les grandes entreprises du pays. Comme le dit Michel Demaré, il est «extraordinaire» d'avoir des groupes comme Roche, Novartis, ABB et UBS étant donné la taille du pays, mais «il faut accepter d'en payer le prix» et savoir partager: «La Suisse n'en possède en moyenne que 20 à 30% du capital et malgré tout, on parvient à garder ces entreprises ici.»

Le franc, plus que jamais la valeur refuge par excellence, est une autre démonstration de la force d'attrac-

Ci-contre, le conseiller fédéral Ignazio Cassis en face du commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique, Maros Sefcovic, à l'occasion du Forum économique mondial de l'année passée. (DAVOS, 22 JANVIER 2025/LAURENT GILLIERON/KEYSTONE)



tion de la Suisse. Même si l'appréciation de la monnaie nationale pèse sur les entreprises exportatrices, les effets restent positifs. Notamment en poussant tous les acteurs économiques à s'adapter, via l'innovation et la formation, qui demeurent des points forts reconnus au niveau international.

Michel Demaré, qui a également tenu les finances d'ABB et la présidence du conseil de Syngenta en pleine tempête, voit dans l'évolution du franc l'expression d'une fiabilité que d'autres pays n'ont pas: «Nous sommes un peu victimes de notre propre succès, puisque, à chaque fois qu'il y a un problème dans le monde, le franc prend de la valeur. Il s'agit donc bien d'un signe de stabilité.» A cela s'ajoute le caractère raisonnable de la population, qui se montre attentive au rayonnement de la place économique. Le rejet à plus de 78% de l'initiative socialiste sur la taxation des grands héritages en est un exemple récent.

La pharma, première branche exportatrice de la Suisse, est un autre cas à charge selon le FT. Le secteur est très exposé aux révisions tarifaires imposées par Trump et plus globalement aux renforcements réglementaires «toujours plus désynchronisés de régimes plus libéraux», selon le quotidien londonien. Severin Schwan, président du conseil d'administration de Roche, est cité en exemple: «La Suisse affronte un moment critique et devrait être

très inquiète – voire paranoïaque – de voir la pression globale sur les investissements et la lenteur des décisions politiques menacer sa compétitivité.»

Fiable comme une horloge

L'industrie de précision de l'Arc jurassien, emblème de l'helvétitude, évolue également sous pression. Le secteur est au cœur de l'instabilité des échanges internationaux, dont elle subit les effets négatifs de manière directe et indirecte, entre atonie de l'Allemagne, surtaxes aux Etats-Unis et une reprise qui se fait attendre depuis plus de deux ans. Les risques de délocalisations et faillites sont élevés, selon les organisations faitières.

Les yeux sont tournés vers l'horlogerie, pilier de l'écosystème industriel, à la fois en tant que donneuse d'ordres sur le marché intérieur et ambassadrice dans le monde. Le socle reste solide, malgré la baisse des exportations. Et il n'y a toujours pas de concurrence directe en vue. Même la montre connectée n'a pas réussi à déboulonner l'horlogerie à croix blanche, qui a encore renforcé sa position quasiment hégémonique sur le haut de gamme.

Yves Bugmann, président de la Fédération de l'industrie horlogère suisse (FH), confirme l'idée générale (il n'y a pas de chiffres exacts pour le démontrer) que la montre «Swiss made» représente moins de 5% de la production mondiale, en volume, mais plus de 50% de la valeur glo-

bale du secteur. Yves Bugmann ajoute qu'il existe un autre signe «malheureux» de l'attractivité de la montre suisse: «Elle est la seule à être copiée à grande échelle dans le monde.»

Entre génie fiscal et ingénierie

Un contexte somme toute assez éloigné de l'urgence qui avait mené le parlement à adopter l'arrêté Bonny. Pour mémoire, ce programme d'allègement fiscal avait été lancé en 1978 pour soutenir les régions touchées par la grande crise horlogère. Cette mesure est restée en place pendant une trentaine d'années, quand la concurrence fiscale entre les cantons battait son plein.

L'avocat fiscaliste lausannois Philippe Kenel rappelle que cette dynamique interne à la Suisse s'est largement estompée depuis la fin des années 1990, quand l'Union européenne a édicté un nouveau code de conduite et supprimé certains statuts spéciaux – comme les sociétés auxiliaires, dont seules les activités locales étaient taxées. Ce qui a mené la Suisse à adopter «la solution irlandaise» (consistant à baisser la fiscalité pour tout le monde) et «a rendu la Suisse plus attractive dans son ensemble».

Autre élément positif incontesté: la qualité de la formation. Les deux écoles polytechniques fédérales (EPF) de Zurich et Lausanne en particulier brillent toujours dans les classements internationaux. La

direction de l'EPFL indique figurer «dans le top 10 des institutions européennes et le top 15 des institutions d'ingénierie dans le monde», précisant que cette position est «stable dans le temps».

Ce n'est pas le seul critère: «En termes de production scientifique (volume), l'EPFL est proche de Princeton et Caltech, et proche de l'EPFZ et d'Oxford en termes de citation (qualité de la recherche).» De quoi faire rayonner les campus. L'EPFL a accueilli l'an dernier 55 délégations étrangères (institutions, universités, délégations gouvernementales) «intéressées à visiter et connaître le fonctionnement de l'EPFL».

Plans de carrière pour top managers

De la formation aux carrières, il n'y a qu'un pas. Chez Egon Zehnder à Zurich, cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres dirigeants, le déclin de la Suisse n'existe simplement pas. A l'image de «l'île de stabilité» s'ajoute celle de «la qualité de vie». Une sorte de cape d'attractivité, presque aussi magique que celle qui rend Harry Potter invisible. On y retrouve pêle-mêle toutes les images habituelles, de la «sécurité aux écoles internationales», mais aussi «l'ouverture culturelle et la facilité d'intégration», selon la direction d'Egon Zehnder, qui préfère ne pas apparaître nommément.

Un point déterminant pour intéresser le top management inter-

national est la capacité de la Suisse d'offrir des plans de carrière aux partenaires actifs. Cas réel: un directeur financier venant d'Allemagne dont l'épouse juriste a déjà un très bon poste. Selon Egon Zehnder, il est ainsi très rare qu'un candidat refuse de venir en Suisse. On laissera la conclusion du cabinet en anglais pour les lecteurs du FT: «*Small but beautiful!*» ■

Forum Horizon

QUEL CAP POUR LA SUISSE?

Face aux turbulences économiques globales, quelles stratégies pour la Confédération? Etats-Unis, Europe, vaste monde ou isolement: faut-il choisir? Quels sont les défis pour la place financière ou la pharma? L'Etat doit-il être arbitre ou acteur économique? Pour en débattre, rendez-vous au Forum Horizon, un événement organisé par «Le Temps», le 29 janvier à l'IMD à Lausanne.

Renseignements et inscription: <https://events.letemps.ch/horizon>

«La résilience est toujours plus concentrée sur les nations plus petites»

FORTUNE La capacité de résister aux aléas géopolitiques, économiques et climatiques constituerait la clé de la prospérité

C'est une autre manière de traduire «*small is beautiful*»: La Suisse arrive en tête du classement mondial des pays «où vous avez envie d'être si vous en avez le choix». Cette affirmation vient d'une étude du cabinet britannique Henley & Partners, spécialiste en mobilité et citoyenneté pour grands investisseurs,

70 représentations dans le monde, dont Zurich. Au classement des pays les plus résistants aux aléas géopolitiques, économiques et climatiques, c'est en effet la Suisse qui occupe la plus haute place du podium. Le Danemark vient ensuite, suivi de la Norvège, de Singapour et de la Suède. Pour les auteurs, ce top 5 démontre que «la résilience est toujours plus concentrée sur les nations plus petites et hautement adaptatives».

L'étude publiée cet automne se présente comme un guide pour aider les

investisseurs et entrepreneurs à mieux naviguer «dans un monde où les risques se recoupent» et aider les gouvernements à mesurer leur compétitivité. La

Au classement des pays les plus résistants, c'est la Suisse qui occupe la haute place du podium

méthodologie consiste à croiser l'exposition de chaque pays aux différentes menaces, des conflits politiques à la rupture économique, environnementale ou technologique.

Selon les auteurs, la Suisse présente un profil de risques «exceptionnellement bas» et obtient ainsi le rang de premier de la classe mondiale en matière «d'innovation, de gouvernance et de mesures sociales».

L'un des enseignements de l'étude, mis en avant dans le commentaire qui accompagne le classement, établit que «la rési-

lience» d'un Etat est plus important que sa taille ou sa richesse pour «déterminer sa capacité à préserver la prospérité». La meilleure défense contre la volatilité étant la diversification de l'économie couplée à un système politique fiable. Des atouts qualifiés d'«ultimes» dans les choix de résidence des personnes fortunées.

La Suisse n'est pas le seul petit pays à s'illustrer. Le Luxembourg obtient la sixième place, en raison de la «transparence» de ses instances dirigeantes et de son approche «durable». 5. 67